



municipa

# nouveau cap

A l'occasion des élections municipales, le NPA-A a marqué un pas supplémentaire dans son alignement avec la gauche sociale-libérale. Après avoir participé au NPA en 2024, il s'engage désormais dans des alliances électorales allant jusqu'au PS. Place Publique contre la France Insoumise, comme à Montreuil, Arles ou Pau.

Damien Bernard et Gregorio Oneto 15 février



À Montreuil, le maire

Après, la ligne noire de la gauche institutionnelle lui a apporté son soutien sous la bannière « *Vive Montreuil* ». Dans une ville marquée par une guerre intestine au sein de LFI et du NFP, qui a conduit à l'éviction d'**Alexis Corbières lors des législatives 2024**, LFI a choisi de présenter sa propre candidature, « *Faire mieux pour Montreuil* », avec Sayna Shahryari comme tête de liste. Dans ce contexte, le NPA-A a décidé, contrairement **aux élections de 2020**, de **se joindre à la liste portée par le maire PCF sortant** aux côtés du Parti socialiste, de Génération-s ou de L'Après. Une politique menée au nom de « *l'unité* » : « *face à ces dangers et à la possibilité que l'extrême droite arrive au pouvoir aussi en France, nous devons unir nos forces [...]. Unitaires et révolutionnaires avec la liste « Vive Montreuil.* »

Le NPA-A cherche ainsi à se présenter comme l'organisation la plus conséquente dans la défense de « *l'unité de la gauche* » et, pour ce faire, il va jusqu'à nouer des alliances d'un genre nouveau aux côtés de la gauche sociale-libérale. Une capitalisation d'autant plus grave que le maire actuel, Patrice Bessac, est en poste depuis 2014 et que sa gestion municipale a été marquée par une série d'offensives contre les travailleurs et les classes populaires : des attaques contre des **acquis sociaux des agents municipaux**,

Cette politique n'a rien d'isolé. Le même type de scénario s'est en effet reproduit à **Pau avec la liste d'union « Nouvelle Ère »**, mais aussi à Arles, en Provence. Dans cette dernière ville, le NPA-A a décidé d'y **rallier la liste « La force de l'union »**, menée par Nicolas Koukas (PCF) et largement soutenue par l'ensemble de la gauche bourgeoise, jusqu'à Place publique, le mouvement de Raphaël Glucksmann. Comme à Montreuil, le NPA-A choisit de s'allier avec le pire de la gauche sociale-libérale en s'opposant à la France Insoumise. Il fait également le choix de soutenir la candidature d'un parti qui a dirigé la ville pendant 19 ans, de 2001 à 2020. Loin d'incarner une quelconque « **rupture** », Nicolas Koukas a longtemps été premier adjoint du maire Hervé Schiavetti, lequel n'a jamais caché **sa proximité avec les politiques sociales-libérales du PS**, et sa politique s'est centrée sur le développement d'institutions culturelles

au détriment des préoccupations réelles de la population arlésienne et de ses conditions sociales.

**Une tactique à géométrie variable avec pour boussole l'« unité la plus large possible »**

Les alliances unitaires avec le PS, le PCF et EELV sans LFI ne constituent pas la seule politique du NPA-A dans ces élections. Dans d'autres villes, l'organisation a choisi de s'allier à LFI et à d'autres forces politiques. A Toulouse, le NPA-A s'est uni à LFI sous le slogan « Demain Toulouse », **sans pour autant être invité à parler lors du meeting central de la liste le 22 janvier dernier**. A Saint-Denis, il soutient la liste LFI-PCF,

du parti dans une « **Lettre aux organisations fondatrices du NFP** » début octobre 2025, alors que la menace d'une dissolution planait sur l'Assemblée : la priorité pour toute la gauche est de « *trouver la voie d'une unité très large sur la base du programme que nous avons défendu dans le cadre du NFP* », en s'opposant aux organisations qui défendraient leurs propres intérêts, qu'il s'agisse du PS ou de LFI. Face à la crise terminale du NFP, le NPA-A se fait le porte-parole d'une unité à tout prix, effaçant toute frontière avec des organisations qui constituent des piliers du régime bourgeois et qui, chaque fois qu'elles ont gouverné, ont mené des politiques résolument de droite.

Cette politique a des conséquences programmatiques. A Saint-Denis, l'organisation reste silencieuse sur l'abandon par la liste LFI-PCF de revendications aussi élémentaires que le désarmement de la police municipale, et **sur le programme ultra-limité négocié avec le Parti communiste**. A Toulouse, le fait que François Piquemal ouvre la porte à une fusion avec le PS au deuxième tour ne semble pas non plus lui poser de problème particulier. Dans ce contexte, rares sont les villes où le NPA-A se présente de façon indépendante. C'est le cas à Bordeaux derrière la figure de Philippe Poutou. Une configuration qui est toutefois dictée avant tout par les dynamiques locales et par la crise née de la **décomposition de la liste « Bordeaux en Luttés »**, qui

violences policières. Si le candidat du NPA-A évoque aujourd'hui des désaccords de fond, l'alliance a surtout été impossible parce que LFI ne souhaitait pas s'embarrasser de son ancien allié, privilégiant une fusion au second tour avec EELV. Comme le souligne Nordine Raymond, candidat insoumis : *« Pierre Hurmic n'est pas notre ennemi politique. Il y a des risques plus grands, dont celui que la droite repasse à Bordeaux. [...] Ce ne serait pas une bonne idée que la gauche perde la ville »*.

Le logiciel actuel du NPA-A s'inscrit donc dans la continuité de la stratégie du *« front politique et social »*, qui a conduit à la Nupes puis à l'alliance avec le NFP. Face aux velléités de La France insoumise de renforcer son implantation lors de ces municipales en se présentant dans un maximum de villes, le NPA-A cherche désormais à exercer une contre-pression pour préserver *« l'unité du NFP »*. C'est dans ce cadre qu'Olivier Besancenot a multiplié ces derniers mois les interventions, affirmant sans détours que *« le PS n'est pas notre adversaire »*, avant d'ajouter : *« Je le dis parce que je l'entends la petite musique qui monte dans nos propres rangs, c'est tentant [de le catégoriser comme un ennemi]. »* Ces propos révèlent une stratégie d'unité à tout prix, assumant la subordination à la gauche bourgeoise et la liquidation de toute indépendance de classe, **et transformant en fétiche le programme du NFP, entièrement minimal et plus droitier que celui de la Nupes** en actant des reculs sur

**L'indépendance de classe, monnaie d'échange dans la lutte contre l'extrême droite ?**

accession de concessions, d'accord avec la gauche islamiste, puis avec la gauche bourgeoise, justifiées principalement par la lutte contre l'extrême droite sur le terrain électoral, et facilitées par la convergence sur **des questions aussi essentielles que la guerre en Ukraine**. Aux européennes de 2024, le NPA-A se disait ainsi « *prêt à défendre le programme de la Nupes comme un ensemble de mesures d'urgence, parce qu'il apparaît à large échelle comme un outil de résistance face au RN et une alternative au macronisme ultra-libéral et autoritaire* ». Au moment des élections législatives anticipées, Philippe Poutou allait même plus loin, affirmant à l'époque : « *si c'est avec des Hollande, ce sera avec des Hollande* », qu'on reconstruira la « gauche de rupture ».

C'est toutefois avec le NFP que cette stratégie d'alliance a atteint son point culminant, en accompagnant une liste qui est allée jusqu'à retirer ses candidats au profit d'Élisabeth Borne ou Gérard Darmanin au nom du « front républicain » face à l'extrême droite. Cette tactique repose sur le postulat que seule l'union de la gauche institutionnelle — y compris la gauche bourgeoise — pourrait contenir l'extrême

pouvoir de nuisance, lui permettant de retrouver un rôle national et de soutenir Lecornu, les politiques d'austérité et le régime.

Lors de ces municipales 2026, ses alliances avec la gauche bourgeoise constituent une nouvelle étape dans la liquidation de l'indépendance de classe. Alors que les **principes fondateurs de l'organisation revendiquaient, au moins sur le papier, une indépendance stricte et non négociable avec la gauche « social-libérale »**, cette attitude vient confirmer la volonté de liquider toute ligne politique anticapitaliste indépendante. Elle remet au premier plan l'impasse de la stratégie du « *parti large* » à l'origine de l'organisation. En refusant de trancher entre réforme et révolution, celle-ci a ouvert la voie à une adaptation croissante à la gauche institutionnelle, y compris

La logique du « *moins mal* » face à l'extrême droite est pourtant une impasse. Une telle orientation ne peut que ressusciter ceux-là mêmes qui portent une grande partie de la responsabilité de la montée de l'extrême droite : Hollande, le PS et tous les sociaux-libéraux qui ont imposé les pires attaques anti-ouvrières, tout en alimentant le climat raciste et islamophobe dans le pays. Entre 2012 et 2017, le Parti socialiste a attaqué les retraites, mené une guerre impérialiste au Mali, lancé une offensive autoritaire et islamophobe brutale, réprimé la contestation sociale et les quartiers populaires, avec des épisodes symboliques comme la mort de Rémi Fraisse à la ZAD de Sivens, renforcé le permis de tuer de la police avec la Loi Cazeneuve, imposé une loi travail historique, et propulsé la figure d'Emmanuel Macron, qui a poursuivi ce travail. S'allier avec eux au nom du « *barrage au RN* », au moment où le PS joue un rôle de pilier du régime pour lui permettre d'avancer dans ses plans austéritaires et militaristes, est une impasse totale.

révolutionnaire qui se batte **pour l'unité d'action dans la rue** et qui place son centre de gravité sur le terrain de la lutte de classe. Ces dernières années ont montré que le mouvement ouvrier, la jeunesse et les quartiers populaires avaient la force de battre les plans des classes dominantes, mais qu'ils leur manquaient des organisations capables de leur permettre de dépasser les plans de la défaite des bureaucraties syndicales et les perspectives étroites de canalisation électorale. A l'heure où la lutte à Minneapolis remet sous le feu des projecteurs l'organisation par en bas pour affronter l'offensive de Trump, c'est la préparation de tels combats qui doit être une priorité. Sur le terrain électoral, cela implique de refuser de mélanger les drapeaux réformistes et révolutionnaires, et de défendre une indépendance de classe claire. C'est pourquoi en l'absence de listes communes de l'extrême-gauche — Lutte ouvrière et le NPA-R ayant choisi de refuser ou d'ignorer nos propositions en ce sens — nous présentons des candidatures anticapitalistes et révolutionnaires dans **9 villes différentes**, afin d'y défendre la voix des travailleurs, de la jeunesse et des classes populaires.

*rupture* », neuf ans plus tard, il en plébiscite une version encore plus droitière, car hégémonisée par le PS.


[Nouveau Front Populaire](#) | 
 [Élections législatives 2024](#) | 
 [Gauche](#) | 
 [Parti communiste](#)



Gregorio Oneto

**cap**

Damien Bernard

Gregorio Oneto

Léna Mavil

**Saint-Denis : grand meeting de Révolution  
Permanente le 16 février avec Elsa Marcel et  
Anasse Kazib !**

**Saint-Avold : « La tournée de Marine Le Pen a tourné au fiasco »**

### Trois raisons de venir à la table ronde sur

Julian vauis

Voyages, dîner, société offshore : Jack Lang et

Axel Justu

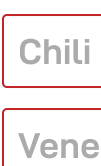


Le Mans : écoles malmenées, élèves sacrifiés... quel programme pour l'école ?

Adrienne Lorenzi


« Reprendre la ville aux politiciens professionnels » : à Pierrefitte, Elsa Marcel face au PS et au PCF-LFI

Daniel Matisa



Révolution

Permanente

Réseau*International*  
EN 7 LANGUES

Argentine

Bolivie

Chili

Mexique

Venezuela

État espagnol

Allemagne

États-Unis

Uruguay

Brésil

Italie

Pérou

Costa Rica

SECTIONS

Politique

International

Notre classe

Écologie


Racisme et violences d'État

Genre et Sexualités

Culture

Jeunesse

Débats

- Facebook
- Instagram
- Twitter
- Telegram
- YouTube
- Tik Tok
- RSS
- Spotify